

50 ANS APRÈS, L'AFRIQUE DÉCOLONISÉE TOUJOURS DANS L'IMPASSE Etats prédateurs et déliquescents, violences de toutes sortes, économies en faillite, pauvreté de masse, fuite des capitaux...

Beaucoup l'ont payé de leur vie, qu'ils aient été militants de la décolonisation de l'Afrique ou défenseurs de la démocratie après l'indépendance, ou de courageux journalistes qui ont tout donné pour la liberté de la presse. Rien de surprenant que le combat de ceux qui luttent contre la corruption aujourd'hui s'inscrive dans la continuité des luttes pour la libération, l'émancipation et le développement de l'Afrique.

A un premier niveau d'analyse, l'émergence d'une corruption à la fois systémique et généralisée peut être liée à la nature néopatrimoniale des États africains. Cette notion est un prolongement de la notion de domination traditionnelle patrimoniale qui repose sur l'idée de confusion du public et du privé dans un contexte de légitimité traditionnelle.

On pourrait formuler l'hypothèse que des modes de colonisation et des expériences coloniales différents aient pu exercer une influence sur les modes de gouvernement postcoloniaux. Mais outre que la colonisation belge a été au moins aussi différente de la colonisation française que la colonisation anglaise, les colonisateurs ont eux-mêmes exercé des pratiques coloniales bien différentes selon les pays occupés : le Maroc n'a pas été colonisé de la même façon que l'Algérie, ni le Sénégal de celle de la République centrafricaine. La différence qu'on met traditionnellement en avant entre la colonisation anglaise indirecte et la colonisation française directe a elle-même été bien exagérée : elle ne correspond pas vraiment aux pratiques et en tout cas pas à des pratiques uniformes. De toute façon, il serait difficile d'en tirer des conséquences simples et immédiates concernant la corruption. Tout ce que l'on peut dire, à titre d'exemple, c'est qu'au moment des indépendances, les ex-colonies anglaises semblaient avoir des élites mieux préparées à prendre en main les destinées de leur pays. Pourtant dès les années 1960, le Nigeria se signale par son niveau de corruption. C'est pourquoi toute généralisation semble impossible. En tout état de cause, lorsqu'il y a eu des différences de corruption, elles se sont largement effacées en raison de la crise économique. La corruption a tendu à devenir à la fois systémique, c'est-à-dire une corruption qui constitue la règle plutôt que l'exception, et généralisée à l'ensemble du continent. Elle s'est même développée dans des régions jusque-là relativement épargnées comme l'Afrique australe, par exemple au Malawi et au Zimbabwe.



Photo : DF

La notion d'Etat néopatrimonial ou l'Etat avorté

Cette notion est un prolongement de la notion de domination traditionnelle patrimoniale qui repose sur l'idée de confusion du public et du privé dans un contexte de légitimité traditionnelle.

Le recours au préfixe «néo» est là pour souligner qu'il ne s'agit plus d'un contexte traditionnel. Nous entendons par État néopatrimonial le fait que, si l'Etat est par ses structures formellement différencié de la société, du point de vue de son fonctionnement, les domaines du public et du privé tendent informellement à se confondre.

L'Etat est, en quelque sorte, privatisé à leur profit, par ceux-là mêmes qui y détiennent une position d'autorité, d'abord au sommet de l'Etat, mais aussi à tous les niveaux de la pyramide étatique. Le dirigeant politique se comporte en chef patrimonial, c'est-à-dire en véritable propriétaire de son royaume. C'est pourquoi le pouvoir et la richesse tendent à se confondre et la possession du pouvoir politique ouvre la voie à l'accumula-

tion économique. En même temps, le pouvoir étatique, au lieu d'être institutionnalisé et de se distinguer de la personne du chef, tend à se confondre avec la personne de son titulaire. L'institutionnalisation du pouvoir, comprise en ce sens, a été la clé de la transmission dans la durée du pouvoir politique au-delà de ses titulaires, et donc de l'accumulation du pouvoir politique au sein de l'État. Elle constitue le fondement de la puissance de l'Etat moderne. L'État néopatrimonial est une sorte d'État avorté et la corruption lui est consubstantielle. Il repose sur le pouvoir personnel. La plupart des chefs d'État qui ont réussi à durer ont bâti un véritable système de pouvoir personnel autour de leur personne.

Le chef d'État joue de son pouvoir de nomination comme d'un pouvoir de patronage, distribuant alternativement la faveur et la défaveur, la grâce et la disgrâce. La légitimation — et donc la reproduction de ce système de pouvoir personnel — suppose que le chef dispose d'une capacité de redistribution qui lui permette de faire accepter le

recours à la contrainte, dont il use pour extraire des ressources de la société.

Une redistribution fondée sur le favoritisme

La gestion rationnelle — c'est-à-dire soucieuse de sa propre reproduction — d'un Etat patrimonial repose sur la redistribution, mais sur une redistribution fondée sur le favoritisme et de type particulariste plus qu'universaliste. Si les ressources viennent à manquer ou qu'elles ne sont pas judicieusement redistribuées, l'instabilité menace. Les États risquent alors de se transformer en États purement prédateurs, utilisant la force uniquement pour se maintenir au pouvoir et en extraire tous les bénéfices possibles.

La crise économique qui se développe au cours des années 1980 et les remèdes économiques qui lui ont été apportés ont eu pour résultat de tarir les ressources de l'Etat qui s'est trouvé ainsi en panne sèche. La crise économique s'est alors transformée en crise politique. On voit ainsi comment la corruption en Afrique ne correspond pas à des finalités uniquement économiques d'enrichissement individuel, mais qu'elle a aussi des fonctions politiques et sociales qu'on ne peut ignorer.

Elle se greffe sur le sous-développement, tout en vidant de leur contenu les politiques dites de développement. On ne voit pas comment un quelconque développement peut voir le jour dans de telles conditions, non pas que le développement suppose nécessairement la disparition de la corruption — les expériences asiatiques et occidentales nous montrent le contraire — mais que ce type particulier de corruption, à la fois systémique et patrimonial, ne peut qu'étouffer tout développement. On pourrait considérer que nous sommes en présence de ce que Marx appelait un processus d'accumulation primitive, mais même si l'accumulation capitaliste en Occident a été précédée par l'accumulation primitive, rien ne nous dit qu'en Afrique, l'accumulation primitive cédera la place à l'accumulation capitaliste.

Djilali Hadjadj

CONTRE LES DIRIGEANTS QUI MÈNENT LE CONTINENT AU CHAOS

Les peuples d'Afrique résistent de mille manières

Au début de ce troisième millénaire, tant que les écarts entre les pays riches et les pays pauvres ne cesseront d'augmenter, la mondialisation de l'économie imposée par les détenteurs de grands capitaux accentuera le fossé.

La corruption continuera d'en profiter et les corrompus de couler des jours heureux. Le coût de la corruption, notamment en Afrique, est très élevé : États déliquescents, violences de toutes sortes, guerres et conflits ethniques et religieux, pouvoirs en place rentiers et corrompus, économies en faillite, pauvreté et marginalisation des masses, administration publique gangrenée et obsolète, fuite des capitaux, etc. Mais, face à ce tableau noir, il y a des lueurs d'espoir. Les peuples d'Afrique résistent de mille manières contre les dirigeants qui mènent le continent au chaos. La peur recule chez des dizaines de millions

d'Africains, malgré la persistance de la violence et des atteintes aux droits de l'Homme. La lutte pour la survie et pour la liberté se poursuit, balisant le terrain pour ceux qui combattent la corruption. Les conditions d'un sursaut pour mettre fin au pillage du continent sont-elles réunies ? Les sociétés africaines dans leur ensemble ont-elles suffisamment conscience de l'ampleur de la corruption qui s'apparente à un dépeçage en règle de l'Afrique, hypothéquant la perspective de développement ? L'avenir immédiat nous le dira. Faire reculer la corruption, à défaut de la vaincre définitivement, ne se décrète pas.

La lutte contre la corruption aujourd'hui est aussi décisive que celle pour les droits humains : derrière la corruption et le pillage qui l'accompagne, la souffrance et la misère, l'arbitraire, le crime d'Etat.

D. H.

Le changement ne peut provenir que des profondeurs des sociétés africaines

La prise en considération de l'ensemble de ces paramètres montre à quel point la lutte contre la corruption paraît à la fois indispensable et particulièrement difficile en Afrique. C'est un travail qui ne peut être que de longue haleine, jamais terminé et toujours à reprendre. Rien n'est jamais acquis dans ce domaine.

Ce n'est que depuis très récemment que cette lutte est devenue à l'ordre du jour en Afrique et nous ne disposons pas de tous les éléments nécessaires pour procéder à un véritable bilan, bilan qui, au demeurant, serait prématuré, dans la mesure où cette lutte doit s'inscrire dans la durée. La société civile et la presse apparaissent alors comme des acteurs incontournables dans les stratégies actuelles de lutte contre la corruption, et elles sont parées de toutes les vertus. Bien entendu, lorsque la corruption est systémique, il n'est pas certain que la société civile soit nécessairement plus intègre que l'Etat et ses élites. Phénomène complexe, multiforme, multidimensionnel, la corruption en Afrique ne peut pas être contrecarrée par la simple mise en œuvre de réformes institutionnelles ou par des campagnes de sensibilisation et de formation. Si, d'une part, la corruption

s'enracine dans la nature patrimoniale de l'État africain et prospère au sein d'une administration en voie de privatisation, d'autre part, elle est également enracinée dans des logiques socioculturelles qui contribuent à banaliser et à justifier les pratiques illicites. Les efforts de la société civile, depuis plusieurs dizaines d'années maintenant, et ceux des ONG et des médias libres, auront au moins permis de contribuer à casser le tabou que représentait la corruption et à briser bien des mythes qui l'entourent. L'enjeu en vaut la peine : comme pour les droits humains, seul l'engagement de milliers de personnes de par le monde, peuples des pays corrupteurs et des pays corrompus ensemble, obligera la prise en compte de cette lutte par les États au niveau requis.

Au-delà des aspects «techniques» de la lutte contre la corruption, le changement ne peut provenir que des profondeurs des sociétés africaines elles-mêmes et doit être accompagné, au niveau international, par les États occidentaux, en commençant par modifier leurs propres pratiques. A une corruption mondialisée doit correspondre une lutte mondialisée.

D. H.